



16 janvier 2011

Solidarité avec le peuple tunisien

Avec la fuite du dictateur, tout ne fait que commencer.

Les Tunisiens viennent de montrer que les peuples peuvent prendre leur destin en main. Ils viennent de mettre en fuite le « président » Ben Ali dont la dictature durait depuis 23 ans. Ils l'ont payé chèrement, notamment la jeunesse, au prix de dizaines de morts tombés sous les balles de l'appareil répressif.

Maintenant tout reste à faire.

La révolte s'est développée sur la base d'une situation de gâchis économique et de profonde injustice sociale. Le taux de chômage réel s'élève à 30%. La corruption et les accapareurs, dont Ben Ali était la couverture, détournent la plus grande partie des richesses du pays.

La privatisation de plus de 200 sociétés nationales depuis 2008 leur a largement profité tout en affaiblissant le pays. La concentration des activités économiques sur des activités exportatrices et le tourisme de masse ne répond pas aux besoins de développement du pays et le rend vulnérable et dépendant des marchés internationaux. Les acquis de l'indépendance, notamment en matière d'éducation et de laïcité sont fragilisés.

Le dictateur déchu, tout reste à faire pour des changements politiques qui permettent ces changements économiques structurels. Pour l'instant, la même équipe, conduite par son fidèle premier ministre reste aux commandes. Elle a les moyens de multiplier les provocations pour essayer de faire dégénérer la situation.

Depuis des années, la répression écrase toute contestation populaire. Elle s'abat en premier sur les progressistes et notamment les communistes.

Les responsables des crimes d'Etat récents et plus anciens doivent être poursuivis. C'est une première exigence des progressistes tunisiens pour commencer à démanteler l'appareil policier, avec l'abrogation des lois liberticides.

Les affaires de corruption, de pots de vin, d'enrichissement illicite doivent donner lieu à des enquêtes et des condamnations dans la transparence et à réparation des préjudices de la collectivité.

L'organisation d'élections non truquées est l'autre priorité.

La poursuite de la mobilisation des travailleurs et de l'ensemble du peuple tunisien peut permettre de mettre le pays sur la voie du progrès démocratique et social.

Français, de multiples liens nous unissent au peuple tunisien. Dans cette période sensible, il a besoin de toute notre solidarité.

La position des gouvernants français est inacceptable. Si prompts à dénoncer des résultats électoraux dans certains pays (ex : Côte d'Ivoire) à se réclamer des « Droits de l'Homme », ils sont indifférents à la fraude massive avérée depuis des décennies en Tunisie, aux arrestations arbitraires, etc.

Depuis le début de la révolte populaire, ils manifestent une complaisance pour le régime, alors même qu'un ressortissant français a été tué par la police de Ben Ali.

La ministre des affaires étrangères Alliot-Marie a dépassé toutes les limites du cynisme, le 11 janvier dernier, en réponse à une question d'un député communiste à l'Assemblée nationale. Elle a « proposé » « que le savoir-faire de nos forces de sécurité, qui est reconnu dans le monde entier, permette de régler des situations sécuritaires de ce type » et « aux deux pays [Tunisie et Algérie] de permettre, dans le cadre de la coopération, d'agir dans ce sens, afin que le droit de manifester soit assuré de même que la sécurité ».

Il y a deux ans, un certain Dominique Strauss-Kahn avait salué la politique de privatisation et de soumission totale au marché capitaliste mondialisé du pouvoir tunisien.

Vraiment, la situation en Tunisie nous regarde !

Communistes français, en contact avec nos camarades tunisiens, nous ferons tout ce qui nous est possible pour informer, pour renforcer le soutien avec le mouvement populaire démocratique tunisien. Le gouvernement français, la ministre des affaires étrangères doivent revoir entièrement leur position.

Non à la coopération des patronats et des gouvernements pour exploiter et réprimer ! Oui à la coopération des peuples pour le développement !

Amitié franco-tunisienne !

S'INSCRIRE A NOTRE LETTRE D'INFORMATION: <http://pcf-paris15.over-blog.com/>

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF , 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf.15@wanadoo.fr